

L'intègre

ECG

1^{re} année

PROGRAMMES

2021

Histoire Géographie Géopolitique

▶ DISSERTATIONS, ÉTUDES DE CAS,
COLLES, CARTES POUR S'ENTRAÎNER

L'intégrale

ECG

1^{re} année

PROGRAMMES

2021

Histoire Géographie Géopolitique

▶ DISSERTATIONS, ÉTUDES DE CAS,
COLLES, CARTES POUR S'ENTRAÎNER

Coordonné par Olivier Sarfati et Matthieu Alfré

Frédéric Bernard, Nicolas Bouillon, Arnaud Chaniac,
Camille Escudé-Joffres, Adrien Gredy, Apolline Balabaud,
Christophe Chabert

DUNOD

Couverture : Direction artistique : Nicolas Wiel ;
Conception graphique : Pierre-André Gualino et Julie Coinus

Mise en page : Belle Page

Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.

Le Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements

d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour

les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du

Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).



© Dunod, 2021

11 rue Paul Bert, 92240 Malakoff

www.dunod.com

ISBN : 978-2-10-082634-6

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Sommaire

Les auteurs	XI
Avant-propos	1

MODULE 1. LES GRANDES MUTATIONS DU MONDE AU XX^e SIÈCLE (DE 1913 AU DÉBUT DES ANNÉES 1990)

1

Panorama géopolitique du monde de 1913 à la fin de la guerre froide

1. Géopolitique et relations internationales : une introduction

Dissertation – Une géopolitique transformée par les relations interétatiques (1913-1945)	5
Étude de cas – Le cas de l'Allemagne entre 1918 et 1945	14
Étude de cas – La colonisation britannique : un Empire maritime ?	18
Croquis – L'Europe puissance mondiale en 1913	22
Exemple de colle – L'Empire colonial français, un facteur de puissance nationale ?	24
Ouvrage de référence – Suzanne Berger, <i>Made in monde</i> (2006)	27

2. Tableaux géopolitiques du monde en 1913, 1939 et en 1945

Dissertation – Peut-on comparer les avant-guerres et les après-guerres au xx ^e siècle ?	30
Étude de cas – Les États-Unis entre isolationnisme et interventionnisme de 1823 à 1945	38
Étude de cas – L'impérialisme japonais, menace en Asie (1905-1945)	43
Croquis – Les transformations du Proche et Moyen-Orient jusqu'en 1948	48
Exemple de colle – Crise de 1929 et collaboration internationale : un échec ?	50
Ouvrage de référence – Pierre Grosser, <i>L'histoire du monde se fait en Asie</i> (2017)	53

3. Géopolitique de la guerre froide, décolonisation et conflits

Dissertation – Conflits et coopérations pendant la guerre froide	55
Étude de cas – Le Tiers-monde, un espace pluriel	64
Étude de cas – Le canal de Suez : les ambiguïtés du panarabisme	69
Croquis – La guerre froide, une fausse bipolarité ?	74
Exemple de colle – Les puissances géopolitiques dans la conquête spatiale	76
Ouvrage de référence – Raymond Aron, <i>Paix et guerre entre les nations</i> (1962)	79

Le monde depuis les années 1990 : entre ruptures et recompositions géopolitiques

4. Tableau géopolitique du monde à la fin de la guerre froide

Dissertation – L’hyperpuissance américaine de 1991 à 2001	84
Étude de cas – Les années 1990 : une décennie du chaos pour l’Afrique ?	90
Étude de cas – Le retour des nationalismes en Europe : le cas yougoslave	93
Croquis – L’Europe de 1991 à nos jours	96
Exemple de colle – Les facteurs de l’effondrement soviétique dans les années 1980	98
Ouvrage de référence – Francis Fukuyama, <i>La fin de l’histoire et le dernier homme</i> (1992)	101

5. Le monde actuel : ordres et désordres, émergences et rééquilibrages, espaces de paix et de guerres

Dissertation – La paix et l’émergence : quel nouvel ordre mondial après 1991 ?	104
Étude de cas – L’Amérique latine : un espace convoité par les puissances	111
Étude de cas – L’Afrique à l’épreuve du régionalisme	116
Croquis – L’océan Indien, un nouvel espace stratégique	120
Exemple de colle – Les BRICS : émergents, émergés ou submergés ?	122
Ouvrage de référence – Graham Allison, <i>Vers la guerre : la Chine et l’Amérique vers le piège de Thucydide</i> (2017)	124

6. La gouvernance mondiale : crise et redéfinition

Dissertation – Le multilatéralisme face aux crises et aux menaces	126
Étude de cas – L’Organisation des Nations unies : un acteur entre influence et impuissance	132
Étude de cas – L’armement et le désarmement : les héritages contestés de la guerre froide	136
Croquis – Les enjeux de la crise du multilatéralisme	140
Exemple de colle – Les institutions européennes à l’épreuve des crises post-2008	142
Ouvrage de référence – Thomas Gomart, <i>L’Affolement du monde</i> (2019)	145

L'économie mondiale d'un siècle à l'autre

7. La croissance et le développement : une introduction

Dissertation – Les rapports entre croissance et développement depuis 1913	149
Étude de cas – Le système monétaire et financier mondial de l'étalon-or au flottement généralisé	158
Étude de cas – Des <i>seven sisters</i> aux nouveaux modèles des sociétés pétrolières	163
Croquis – L'Afrique face au développement et à la mondialisation	168
Exemple de colle – Les intégrations économiques et monétaires : théories et pratiques européennes	170
Ouvrage de référence – Joseph Schumpeter, <i>Capitalisme, socialisme et démocratie</i> (1942)	172

8. Économie, croissance et société dans les pays occidentaux de 1913 à 1945

Dissertation – De l'internationalisation à la mondialisation de l'économie (1913-1945)	174
Étude de cas – La crise de 1929 et ses effets diplomatiques, économiques et sociaux dans les années 1930	182
Étude de cas – Les économies de guerre pendant la Seconde Guerre mondiale	187
Croquis – Le territoire des États-Unis : outil de richesse et de puissance	192
Exemple de colle – Du paysan à l'agriculteur en Occident : de 1913 à 1945	194
Ouvrage de référence – Thomas Piketty, <i>Le capital au xx^e siècle</i> (2013)	197

9. Les modèles de croissance de 1945 à nos jours

Dissertation – Trente glorieuses, Trente piteuses : mythes et réalités	200
Étude de cas – Le développementalisme dans les économies des Suds	206
Étude de cas – Le modèle économique communiste et ses contestations internes	209
Croquis – La géographie de l'émergence chinoise	212
Exemple de colle – Le modèle capitaliste libéral est-il américain ?	214
Ouvrage de référence – Jean Tirole, <i>Économie du bien commun</i> (2016)	216

MODULE 2. LA MONDIALISATION CONTEMPORAINE : RAPPORTS DE FORCE ET ENJEUX

4

La mondialisation : acteurs, dynamiques et espaces

10. La mondialisation : une introduction

Dissertation – La mondialisation est-elle planétaire ?	220
Étude de cas – Arctique et Antarctique : des espaces convoités ?	229
Étude de cas – L’archipel mégalopolitain mondial	234
Croquis – L’Union européenne face aux effets déstabilisateurs de la mondialisation	238
Exemple de colle – Les États face à la mondialisation de l’information	240
Ouvrage de référence – Olivier Dollfus, <i>La mondialisation</i> (1997)	243

11. Les acteurs et leurs stratégies

Dissertation – La mondialisation des échanges est-elle une maritimisation du monde ?	245
Étude de cas – Les opérateurs de transport maritime	251
Étude de cas – Les diasporas asiatiques : accélérateur de développement	256
Croquis – Les rôles des forces armées dans le monde	260
Exemple de colle – Métropoles et hinterland dans la mondialisation	262
Ouvrage de référence – Shoshana Zuboff, <i>L’âge du capitalisme de surveillance</i> (2019)	265

12. Nouvelles frontières, nouveaux territoires et limites de la mondialisation

Dissertation – Gagnants et perdants de la mondialisation	268
Étude de cas – L’espace, nouvelle frontière pour les États et les entreprises	276
Étude de cas – L’espace Indopacifique : nouveau centre du monde ?	281
Croquis – Le cyberspace : objet de tensions et de conflits entre acteurs géopolitiques et géoéconomiques	286
Exemple de colle – Mondialisation et inégalités	288
Ouvrage de référence – Michel Foucher, <i>Fronts et frontières</i> (1988)	291

Les défis du développement et les enjeux d'un monde durable

13. Les défis géopolitiques et géoéconomiques du développement durable

Dissertation – Croissance, puissance et développement durable	295
Étude de cas – Nourrir le monde : les enjeux alimentaires au XXI ^e siècle	302
Étude de cas – L'Europe contemporaine et le développement durable : « <i>greenwashing</i> » ou réalité ?	306
Croquis – L'Amazonie entre développement et conservation	310
Exemple de colle – Le développement durable en France : l'équation impossible ?	312
Ouvrage de référence – Naomi Klein, <i>Plan B pour la planète : le New Deal Vert</i> (2019)	315

14. Les ressources, un enjeu stratégique

Dissertation – L'énergie dans la géopolitique et la géoéconomie mondiales	318
Étude de cas – L'eau au Proche et au Moyen-Orient : un enjeu hydropolitique	324
Étude de cas – La géopolitique de l'uranium	327
Croquis – L'Europe de l'énergie	330
Exemple de colle – Quels nouveaux rapports de force parmi les producteurs de pétrole ?	332
Ouvrage de référence – Guillaume Pitron, <i>La guerre des métaux rares</i> (2018)	335

15. Les défis géopolitiques et géoéconomiques du changement climatique

Dissertation – Le changement climatique pour les PDEM et les émergents	338
Étude de cas – La gouvernance climatique mondiale : la COP 21	346
Étude de cas – Grandeur et erreur de la transition énergétique de l'Allemagne	349
Croquis – L'Arctique face au changement climatique	352
Exemple de colle – La pollution, voilà l'ennemi !	354
Ouvrage de référence – Jared Diamond, <i>Effondrement</i> (2004)	357

La France, une puissance en mutation depuis les années 1990

16. La France : un modèle entre héritage, crises et transformations face à la mondialisation

Dissertation – Les mutations de la France dans la mondialisation contemporaine	361
Étude de cas – La France en Europe vue par la diplomatie : de la grandeur à l'isolement ?	368
Étude de cas – La France en Afrique vue par la monnaie : de la colonisation au partenariat ?	371
Croquis – Le territoire de la France au service de la puissance	374
Exemple de colle – Quel « <i>soft power</i> » français dans un monde de carnivores géopolitiques ?	376
Ouvrage de référence – Jérôme Fourquet, <i>L'archipel français</i> (2019)	379

17. La France : une puissance européenne

Dissertation – La construction européenne pour la France : un relais de puissance ?	381
Étude de cas – Les littoraux de la France métropolitaine : des atouts européens négligés ?	387
Étude de cas – Les Pyrénées : quelle dynamique transfrontalière ?	391
Croquis – Les rôles de la France en Europe	394
Exemple de colle – Le couple franco-allemand, moteur de la construction européenne ?	396
Ouvrage de référence – Jacques Lévy et Sylvain Kahn, <i>Le pays des Européens</i> (2019)	399

18. La France : une puissance mondiale et maritime

Dissertation – La France est-elle une puissance moyenne au rayonnement mondial ?	401
Étude de cas – L'État et l'industrie française de l'armement : une coopération nécessaire	408
Étude de cas – Les outre-mers français : atout ou handicap pour la France ?	411
Croquis – La France, une puissance mondiale ?	414
Exemple de colle – Paris : quelle échelle de puissance ?	416
Ouvrage de référence – Alain Mabanckou, <i>Bleu-Blanc-Rouge</i> (1998)	419

Cartes	421
---------------	-----

Les auteurs

Matthieu Alfré est diplômé de HEC Paris, de Sciences Po Paris et de la Sorbonne. Il dirige les classes préparatoires parisiennes de l'institut d'excellence MyPrepa. Depuis plus d'une décennie, il forme à la géopolitique des étudiants ambitieux et des managers internationaux. Il coordonne la collection d'ouvrages de MyPrepa tout en animant NeoGeopo, le média d'analyse de l'actualité internationale.

Apolline Balabaud est étudiante en master Programme Grande École au sein de l'EM Strasbourg.

Frédéric Bernard est étudiant à l'ESSEC, à Sciences Po et à l'INALCO. Il collabore en tant qu'assistant de cours au sein des classes préparatoires de MyPrépa en présentiel comme en distanciel.

Nicolas Bouillon est diplômé de HEC Paris, et a obtenu une maîtrise en histoire de la Sorbonne. Il a travaillé deux ans aux classes préparatoires Saint-Jean de Douai pour former les étudiants aux épreuves orales (culture générale, anglais, triptyque). Après une carrière à Paris et à l'international, il travaille aujourd'hui à la direction d'un musée d'art et d'histoire, et a été admis au concours des conservateurs du patrimoine.

Christophe Chabert est cartographe indépendant, fondateur du site www.mindthemap.fr. Il enseigne la cartographie et la géopolitique dans le supérieur et travaille régulièrement pour des publications scientifiques et grand public. Il est également auteur pour la web-série géopolitique *Stories of Conflict* (L'Histoire contemporaine en 5 minutes chrono) diffusée sur Arte.

Arnaud Chaniac est agrégé d'histoire, ancien élève de l'École normale supérieure et diplômé de HEC Montréal. Il est actuellement doctorant en histoire des relations internationales à l'université de Montréal. Il a notamment été interrogateur en classes préparatoires économiques et commerciales dans plusieurs lycées parisiens.

Camille Escudé-Joffres est professeure agrégée de géographie et docteure en science politique, diplômée de l'Université Paris 1 et de Sciences Po. Elle enseigne à Sciences Po et poursuit ses recherches sur la géopolitique de l'Arctique au Centre de recherches internationales (Sciences Po), au Centre québécois d'études géopolitiques et au Groupe d'études géopolitiques de l'École normale supérieure.

Adrien Gredy est étudiant à HEC Paris et à la Sorbonne. Il est passionné par l'histoire-géographie-géopolitique depuis sa classe préparatoire et participe à la rédaction de la newsletter NeoGeopo. Il a obtenu deux 20/20 et un 19,5/20 dans la matière au concours de la BCE.

La référence des étudiants ambitieux

L'histoire, géographie et géopolitique (HGG) est **une discipline aussi redoutable que passionnante** pour les étudiants ambitieux que j'accompagne depuis tant d'années. L'amplitude de son programme, la diversité de ses approches, la profusion de ses références et l'intensité de sa préparation concourent parfois à désorienter les préparateurs. Alors même qu'elle est indispensable pour les futurs managers d'entreprises, cette matière fondamentale subit sa réputation injuste d'être aléatoire et chronophage. Dans cette perspective biaisée, seuls quelques *happy few*, membres privilégiés d'une élite préparatoire, pourraient briller en HGG au concours.

Avec toute l'équipe de MyPrepa, nous avons voulu édifier **l'ouvrage de référence pour les étudiants ambitieux**. Il doit s'imposer comme le socle indispensable de tous vos apprentissages et de toutes vos révisions en HGG. Cet ouvrage de synthèse couvre l'intégralité du nouveau programme de première année. Il déploie notre méthodologie gagnante dans une multitude de formats afin que les étudiants obtiennent la note maximale aux épreuves du concours :

- **18 dissertations** rédigées : elles constituent votre support de cours de référence car elles déclinent la méthodologie MyPrepa avec des introductions problématisées, des argumentations rigoureuses et des exemples situés ;
- **36 études de cas approfondies** : elles complètent vos cours personnels et nos dissertations rédigées pour éblouir le correcteur grâce à la rédaction de paragraphes denses qui permettent de distinguer vos copies ;
- **18 croquis commentés et faits à main levée** : sous ma supervision, Apolline Balabaud, a réalisé avec virtuosité ces croquis, exceptionnels de justesse et d'esthétique, pour vous aider à visualiser, à mémoriser et à représenter votre cours ;
- **18 colles commentées** : par une approche originale et une argumentation incisive, nos colles vous accompagnent dans la mise en action rapide de vos connaissances pour maîtriser l'exercice de l'oral à HEC ;
- **18 références indispensables** : contextualisés, ces ouvrages – fondamentaux pour notre discipline – doivent être cités et analysés dans toutes vos productions, ce qui leur donnera une plus-value ;
- **Un cahier quadricolore de 16 cartes commentées et faites à main levée** : Christophe Chabert, mon co-auteur du manuel de référence en cartographie (*Le monde en cartes : méthodologie de la cartographie*, 2019), vous présente ses meilleures créations.

Pour réaliser cet ouvrage de référence, j'ai constitué **une équipe d'auteurs soudée, enthousiaste et compétente**. Outre Apolline et Christophe pour les cartes, Frédéric, Nicolas, Arnaud, Camille et Adrien ont tous accompli un travail formidable, adapté aux aléas de la rédaction, dans des délais courts. J'adresse une mention spéciale à Apolline, qui a fourni un effort incomparable pour les croquis, et dont le talent n'a d'égal que l'humilité. Nous avons tous hâte de vous présenter la deuxième année du programme dans une publication adaptée.

Matthieu Alfré

1

Panorama géopolitique du monde de 1913 à la fin de la guerre froide

- Géopolitique et relations internationales :
une introduction
- Tableaux géopolitiques du monde en 1913, 1939 et en 1945
- Géopolitique de la guerre froide, décolonisation
et conflits

CHAPITRE 1

Géopolitique et relations internationales : une introduction

Arnaud Chaniac, Adrien Grédy, Matthieu Alfré

- Dissertation – Une géopolitique transformée par les relations interétatiques (1913-1945)
- Étude de cas – Le cas de l'Allemagne entre 1918 et 1945
- Étude de cas – La colonisation britannique : un Empire maritime ?
- Croquis – L'Europe puissance mondiale en 1913
- Exemple de colle – L'Empire colonial français, un facteur de puissance nationale ?
- Ouvrage de référence – Suzanne Berger, *Made in monde* (2006)

Une géopolitique transformée par les relations interétatiques (1913-1945)

En 1874, l'état-major français déploie sur son territoire le système Séré de Rivières : ce vaste ensemble de fortifications court le long de l'ensemble des frontières françaises, dessinant un hexagone – qui en est venu à désigner la France par métonymie. Dans les classes des écoles de la jeune III^e République, c'est cet hexagone que l'instituteur, véritable « hussard noir », présente aux élèves.

Dans la France de la fin du XIX^e siècle, stratégie militaire, fabrique de la République et construction de l'État-nation vont ainsi de pair. Cette dynamique s'est accentuée à partir des années 1840, le **Printemps des peuples** de 1848 témoignant de l'éveil des consciences nationales et d'une aspiration au respect de la souveraineté populaire, à l'échelle européenne *a minima*.

Au début du XX^e siècle, et encore en 1913, le concept d'État-nation, tout autant que les processus par lesquels il se construit, sont finalement récents. C'est dans leur sillage que s'établissent deux disciplines importantes dans le champ des sciences sociales : l'histoire des relations internationales et la géopolitique. La première s'attache à décrire la nature des liens noués entre différents États institutionnalisés, quand la deuxième, de manière plus restrictive, examine les rapports de force multi-scalaires et pluri-thématiques qui s'établissent entre eux sur des territoires donnés.

La première moitié du XX^e siècle constitue, sur le plan géopolitique, une période de bouleversements majeurs : deux guerres mondiales, l'émergence de régimes politiques radicalement nouveaux, le déclin très lent mais progressif de l'impérialisme, la fin d'une domination presque sans partage de l'Europe sur le monde. Il s'agit là d'éléments qui ont dessiné dans le monde politique de nouvelles lignes de fracture qui ne sont plus celles du XIX^e siècle : démocraties libérales contre régimes autoritaires ; économies de marché contre dirigisme. Dans un tel contexte, et alors même que s'universalise le concept d'État-nation, il est tentant de parler de « **balkanisation du monde** » comme a pu le faire Stéphane Rosière (*Le cloisonnement du monde*, 2020).

Pour autant, le début du XX^e siècle, et plus particulièrement les années 1920, a vu émerger les initiatives pour construire un ordre mondial. Sous cet angle, on considère alors la planète comme un **système** politique constitué d'États interdépendants, et dont les relations sont pour partie contrôlées par un ensemble d'institutions supranationales.

Dans ce chapitre introductif, on exposera ainsi comment le monde du premier vingtième siècle, pourtant extraordinairement fragmenté, constitue aussi le creuset d'une **mondialisation politique**. Il s'agit plutôt d'y développer des tendances lourdes et générales, dont le déroulement factuel pourra être étoffé grâce aux chapitres ultérieurs.

1 1913-1925 : L'Europe déchuée ?

a. Une nouvelle « crise de la conscience européenne » (Paul Hazard)

Le bilan terrible de la Première Guerre mondiale

Pierre Renouvin, premier historien des relations internationales, faisait des « **forces profondes** » les principaux éléments explicatifs de la nature des relations internationales sur le long terme : contexte économique, choix politiques, cadre géographique (*Introduction à l'histoire des relations internationales*, 1964). L'ampleur du choc constitué par la Première Guerre mondiale les reconfigure intégralement.

Il s'agit d'un traumatisme sans précédent, dont l'ampleur n'a d'égale que la gravité de son bilan : **19 millions de morts**, pour moitié issus de la Triple Entente, pour moitié issus des empires centraux et de leurs alliés. Géographiquement, ce bilan est très inégalement réparti, puisque les Amériques et l'Océanie sont épargnées – créant là une condition à l'émergence étasunienne et à l'émancipation des royaumes du *Commonwealth* britannique.

Le bilan humain s'accompagne d'un bilan matériel lui aussi considérable, en particulier entre la Belgique et l'Alsace, où plus de **150 000 hectares** sont classés en zone rouge (destruction complète et inexploitabilité totale des sols).

Un traumatisme pluriel

La **guerre totale** dans laquelle sont impliqués les belligérants mobilise toutes les populations mais également l'intégralité des secteurs économiques. Dans l'ensemble des pays européens, les dépenses publiques augmentent de manière spectaculaire ; un vaste circuit de la dette, bénéficiant précocement aux États-Unis, se met en place pour financer l'effort de guerre. Si les effets de la guerre sur la croissance économique européenne sont ambivalents, puisque son ralentissement n'est pas si net, ils sont à l'origine d'une grande instabilité des économies nationales : discontinuité des flux productifs, fluctuation des prix. Les conditions d'un décrochage européen sont réunies.

Plus encore, la guerre a de lourdes conséquences morales et symboliques. Alors que l'Europe se campait, en particulier au XIX^e siècle, à la fois comme le centre et le berceau de la civilisation, les scènes de tranchées et la violence des combats obère grandement la réputation des puissances du Vieux Continent. L'historien **George Mosse** évoque même un triomphe de la **brutalisation** (*De la grande guerre au totalitarisme : la brutalisation des sociétés européennes*, 1990).

b. Un monde fragmenté : « le déluge » de l'après-guerre (Adam Tooze)

La reconfiguration des relations entre les démocraties libérales

Si l'historien **Adam Tooze** mobilise la métaphore du « déluge » biblique à propos des années d'après-guerre, c'est parce que les traités de paix de la région parisienne (1919-1920) font office de table rase presque complète : ils tracent les frontières d'un monde nouveau, fragmenté et composite (*Le déluge : 1916-1931*, 2015).

La Première Guerre mondiale signe la fin de l'ordre mondial du XIX^e siècle, dicté par un **club** de puissances restreint, majoritairement européennes, coloniales et industrialisées. Il s'agissait du Royaume-Uni, de l'Allemagne, de la France ; dans une moindre mesure, de l'empire austro-hongrois, de la Belgique, de la Russie, des Pays-Bas et des États-Unis. La guerre a redessiné les liens les unissant selon des tendances inédites et parfois durables : normalisation temporaire des relations franco-allemandes en dépit du maintien de fortes rivalités ; intensification de la « **relation spéciale** » nouée entre la Grande-Bretagne et les États-Unis.

Les puissances coloniales, par réflexe domestique, se replient sur leur espace impérial. Pour la France, la Belgique et le Royaume-Uni, cette stratégie permet un approvisionnement durable et à moindres frais en matières premières. Cependant, elle n'améliore pas l'image déjà fort abîmée de ces puissances : **André Gide** conteste l'ordre colonial dans *Voyage au Congo* (1927), alors que la photographe **Alice Seeley Harris** immortalise puis expose les atrocités qui y sont commises par les administrateurs belges (*Nsala of Wala in the Nsongo district*, 1904).

Les conséquences de la disparition des empires centraux dans le redécoupage du monde

L'effondrement des empires centraux (Allemagne, Autriche-Hongrie, Russie) marque un tournant majeur : il réactualise en Europe la question des nationalités. En Russie, soviétique à partir de novembre 1917, la fabrique de l'**URSS** passe par une assimilation forcée des minorités religieuses et ethniques, entérinée en 1922 et prolongée jusqu'à la fin de la décennie. La division entre Autriche et Hongrie, à la suite de la fuite prématurée de l'empereur Charles I^{er}, entraîne un exil important de leurs populations non germanophones vers les Balkans ou vers l'Italie.

La situation dans les Balkans, qui compte parmi les facteurs principaux du déclenchement de la guerre, s'est quelque peu stabilisée depuis qu'est constitué le **royaume des Serbes, Croates et Slovènes** en 1918, qui devient la **Yougoslavie** sous Alexandre I^{er} en 1929. En revanche, les tensions entre cette nouvelle fédération disparate et la Bulgarie, musulmane et ancienne alliée des empires centraux, restent palpables.

Si l'**Empire ottoman** n'est pas immédiatement désagrégé par le **traité de Sèvres** (1920), il est profondément affaibli et voit nombre de ses régions d'influence directe passer sous mandat, à l'instar de la Palestine. La naissance de la Turquie sous l'impulsion du mouvement **kémaliste**, en 1922, ouvre une crise politique, diplomatique et migratoire avec la Grèce, en raison d'un conflit de souveraineté à propos de la mer Égée. Celui-ci se règle par le truchement de la France et de la Grande-Bretagne, désireux de s'affirmer comme les gendarmes de la Méditerranée, dans le cadre du **traité de Lausanne** (1923). Les frontières de la Turquie y sont dessinées, le statut national des migrants y est éclairci et les déplacements de personnes deviennent encadrés par le **Comité international de la Croix-Rouge** (CICR).

c. Le centre de gravité du monde glisse vers l'Atlantique

Dans un tel contexte, ce sont surtout les déterminants économiques qui façonnent la hiérarchisation des puissances internationales.

En sus d'être les créanciers du monde, les **États-Unis** s'imposent comme les gendarmes de la planète. **Woodrow Wilson** joue un rôle prépondérant dans l'établissement d'un

nouvel ordre diplomatique international, la rédaction de ses **Quatorze points** (Discours au Congrès, 1918) inaugurant l'interventionnisme américain dans les affaires européennes (voir ci-dessous). Le wilsonisme marque une rupture forte avec l'**isolationnisme** qui prévalait auparavant aux États-Unis, dans le sillage de la doctrine Monroe (1823), à l'exception d'interventions sporadiques (Cuba, Philippines, Panama). Celle-ci faisait des Amériques la seule région où Washington se réservait un droit d'ingérence – par ailleurs exclusif.

Si les États-Unis endossent les atours de la grandeur, c'est en vertu d'un rapport de force très avantageux sur le plan financier et commercial. Les créances américaines sur les puissances européennes s'établissent à près de **125 milliards de francs-or** en 1920, tandis que le taux de croissance annuel moyen des États-Unis s'établit à **3,5 %** depuis 1910. L'intervention tardive dans le conflit, à partir d'avril 1917, permet d'éviter à Washington une saignée démographique que le Canada, en tant que *dominion*, n'a pas esquivée. Enfin, aucun dommage matériel n'est à déplorer sur le territoire américain.

Outre cette position avantageuse sur le plan international, l'économie domestique américaine est à la fois robuste et en pleine expansion. Le modèle capitaliste américain connaît un âge d'or : les années 1890, connues sous le nom de « *gilded age* », ont permis à d'immenses fortunes de s'établir (Ford, Mellon, Carnegie, Vanderbilt) alors qu'aucune imposition n'existait – ni sur le capital, ni sur les revenus. Sous l'impulsion du Congrès, en 1913, la Constitution est amendée afin d'introduire un impôt sur le revenu, permettant une redistribution plus large des richesses et l'émergence précoce d'une puissante société de consommation.

2 1925-1936 : La sécurité collective entre mythes et réalités

a. La paix : de l'utopie à l'institution

Une doctrine de la paix mondiale

L'entre-deux-guerres, dans l'histoire des relations internationales, fait office de parenthèse entre deux conflits majeurs mais ne doit pas pour autant être considérée comme une période d'échecs successifs ayant mené à une répétition de 1914 en 1939. En effet, il s'agit également d'une période de construction de la paix à l'échelle mondiale.

Les grands hommes d'État américains et européens des années 1920 sont influencés par une riche tradition philosophique qui fait de la paix entre les nations une condition de la prospérité. Le corpus qui la fonde compte des auteurs comme le juriste **Hugo Grotius** (1583-1645), **Montesquieu** (1689-1755), **Kant** (1724-1804), et surtout l'**abbé de Saint-Pierre**, pour son *Projet pour rendre la paix perpétuelle en Europe* (1713).

Bien que soucieux des intérêts américains, ce sont ces idéaux qui inspirent pour partie la politique étrangère wilsonienne dans la conception des fameux **Quatorze points**. En 1919, la délégation américaine à Versailles y propose en particulier une délimitation des frontières allemandes et russes accordant une place à la **Pologne**, qui avait alors déjà subi trois partages.

La Première Guerre mondiale étant née en Europe, il s'y développe un fort courant pacifiste dont les ténors sont convaincus que la première étape d'une paix mondiale est d'abord

européenne. Des intellectuels cosmopolites comme **Richard Coudenhove-Kalergi** (1894-1972), auteur du texte *Panuropa* (1923), incarnent cet idéal.

Un ordre de textes, de traités et d'accords

L'ordre instauré par le traité de Versailles en 1919 déclarait l'Allemagne unique responsable de la guerre (**article 231**) : pour Berlin, cette clause transforme ce qui devait un être un accord en un Diktat. Dans les années qui suivent, une série de traités internationaux, négociés à l'échelle européenne, tente d'en assouplir l'intransigeance en élaborant un nouvel ordre européen.

Cette série s'ouvre par les **accords de Gênes** (convention monétaire harmonisant la conversion des devises, 1922) et par le **traité de Rapallo** (1922). Par ce dernier, l'URSS renonce aux réparations allemandes et rétablit ses relations diplomatiques avec Berlin. En 1925, par les **accords de Locarno**, les frontières franco-allemande et franco-belge sont fixées. À la suite de la crise de 1929, le **plan Young** (1930) et la **conférence de Lausanne** (1932) doivent déboucher sur un étalement des remboursements allemands, et donc sur la résolution de ce qui est devenu un véritable serpent de mer.

Le 10 janvier 1920 est par ailleurs créé la **Société des nations (SDN)**, établie en territoire neutre (en Suisse, à Genève). Il s'agit de la première institution internationale conçue dans l'objectif explicite d'une sauvegarde de la paix à l'échelle mondiale.

La fin des années 1920 marque l'apogée de cette nouvelle ère de la sécurité collective : signe de la réconciliation franco-allemande, **Aristide Briand** et **Gustav Stresemann** se voient décerner le prix Nobel de la paix en 1927 ; tandis que le **pacte Briand-Kellogg** déclare la guerre « hors la loi » en 1928.

b. Un monde libéral où prime l'intérêt particulier

Y compris dans les démocraties libérales, pourtant, l'idée même d'une sécurité collective fixée à l'échelle internationale ne fait pas l'unanimité. La souveraineté nationale reste un principe déterminant – d'ailleurs, l'idéal wilsonien, en consacrant le **droit des peuples à disposer d'eux-mêmes**, le rappelle plutôt qu'il ne le nuance.

Les années 1920, qui sont des années de croissance économique généralisée, sont aussi des années de rivalités entre puissances libérales pour l'extension de leur influence économique. La coopération n'est en effet pas systématiquement vue comme le meilleur moyen de l'enrichissement. La réticence de la France à céder à l'Allemagne de Weimar les mines de la **Ruhr**, et la **Sarre**, récupérées à titre de réparations, en est symptomatique.

La conférence de Gênes, qui devait déboucher sur une harmonisation du cours des devises autour de l'or par un système de conversion indirecte, a en fait catalysé la création de zones monétaires assez hermétiques : les Amériques pour le dollar, le *Commonwealth* pour la livre, l'Europe continentale pour le franc.

Les années folles sont donc également des années d'instabilité au cours desquelles la SDN, à peine née, exhibe déjà des faiblesses. Les premières guerres d'indépendance coloniales, à l'instar de la longue **guerre du Rif au Maroc** (1920-1927), témoignent de l'impuissance d'une résolution par le truchement des institutions internationales. France et Espagne, unies en coalition pour écraser l'insurrection berbère menée par Abd-el-Krim, s'engagent dans la guerre en dépit du blâme émis par Genève, qui n'est pas suivi d'effet puisque la SDN ne dispose d'aucun pouvoir coercitif. Le Palais des Nations où elle siège est, au gré de la

décennie, dénoncé par ses détracteurs comme un lieu de pures mondanités entre technocrates – un cliché immortalisé par Albert Cohen dans *Belle du Seigneur* (1968).

c. Nationalismes et impérialismes au cœur d'une nouvelle montée des périls

L'équilibre précaire de la sécurité collective élaborée tout au long des années 1920 est surtout remis en question dans les années 1930, sous le coup de l'essor de régimes autoritaires, anti-démocratiques et expansionnistes : l'**Italie mussolinienne** (à partir de 1922), le **Japon *showa*** (à partir de 1926) et le **Reich allemand** (à partir de 1933).

Ces trois régimes ont des ambitions impérialistes qui redessinent les frontières de leur voisinage immédiat. Le premier coup de force de l'Allemagne nazie est l'annexion des **Sudètes** tchèques avec le consentement des puissances occidentales (**accords de Munich**, septembre 1938). Il ne s'agit là que de la première étape dans la réalisation du projet d'extension de son « espace vital » (*Lebensraum*) allemand vers l'Est (le *Drang nach Osten*).

L'Italie mussolinienne se lance, de 1934 en 1936, dans la conquête de l'Éthiopie, qui est alors l'une des seules nations non encore colonisées d'Afrique continentale. Si **Hailé Sélassié**, roi (*negus*) d'Éthiopie, plaide sa cause devant la SDN, l'Italie fait de même en y développant une justification raciste, arguant de sa supériorité civilisationnelle. Genève, déjà affaiblie par le retrait allemand de la SDN (1933), ne parvient à freiner l'invasion.

L'empire japonais, *de facto* aux mains d'un puissant état-major militaire au statut de quasi-junte, développe une stratégie très agressive au nom de l'établissement d'une **sphère de coprospérité**. La Mandchourie est annexée en 1931, puis la Chine littorale passe sous protectorat en 1937.

L'ordre mondial des années 1930, marqué par l'impuissance de la SDN, l'est aussi par l'**attentisme** des démocraties libérales sur le plan international. Les États-Unis, en particulier, rompent avec l'idéal wilsonien et privilégient l'isolationnisme après la crise de 1929. La France et la Grande-Bretagne tentent certes d'isoler l'Allemagne par un pacte faustien avec l'Italie en 1935 : c'est le **front de Stresa**. Celui-ci ne résiste pas à la proposition d'alliance soumise à Hitler par Rome, le **pacte d'Acier** (1939).

3 1936-1945 : le crépuscule des nations ?

a. Des États dissous dans une guerre-monde

La fin rapide de l'ordre des années 1920

La réputation de la Société des nations, déjà très atteinte par la guerre italo-abyssinienne, est réduite à peau de chagrin après la **guerre d'Espagne (1936-1939)**. Les troupes de Francisco Franco prennent le dessus sur les troupes républicaines à partir de l'été 1936, avec le soutien de l'Italie et de l'Allemagne. L'absence de coordination internationale, l'effacement de la France et de la Grande-Bretagne expliquent cette issue pour une large part.

Avec les accords de Munich, puis avec l'**Anschluss** (annexion de l'Autriche par l'Allemagne en 1939), le *Reich* foule aux pieds les principes fondamentaux de l'ordre wilsonien fixés en Europe : l'intangibilité des frontières arrêtées par traité, ainsi que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

L'Italie mussolinienne, dont les ambitions en Adriatique sont anciennes, s'appuie sur le régime fascisant d'**Ante Pavelic**, en Croatie, pour étendre son influence en Méditerranée.

Enfin, le **pacte germano-soviétique (Molotov-Ribbentrop)**, conclu entre Staline et Hitler pour réaliser le **quatrième partage de la Pologne** (septembre 1939), rend intenable la position de la France et du Royaume-Uni, qui déclarent la guerre à l'Axe. Neville Chamberlain, Premier ministre britannique, est condamné par l'opinion publique pour avoir cru trop naïvement, à la fin des années 1930, en la possibilité de sauvegarder l'équilibre voulu par Aristide Briand. **Winston Churchill** prend sa suite.

Vers une heure zéro (*Stunde null*)

La Seconde Guerre mondiale est, plus encore que la première, un conflit qu'il faut penser à l'échelle planétaire. À partir de l'entrée en guerre des États-Unis à la suite du raid japonais sur Pearl Harbor (7 décembre 1941), tous les continents et tous les océans font office de théâtres de guerre. Dans un tel contexte, l'idée même de souveraineté nationale perd de sa consistance. Les frontières sont constamment mobiles au gré des fronts, et en six ans, entre **250 et 450 millions de personnes** subissent une migration contrainte.

La Seconde Guerre mondiale marque également une nette bipartition du monde, le nombre d'États neutres étant réduit à une portion congrue (Portugal, Espagne, Irlande, Suisse, Suède, Afghanistan). L'extension du *Reich* allemand et de l'empire japonais ont transformé plusieurs États en protectorats ou en États fantoches, en Europe (France occupée, Norvège) comme en Asie du Sud-Est (Malaisie).

Le tournant de la guerre se situe en 1942 : en juin, la bataille de **Bir-Hakeim** est la première victoire alliée notable. Elle précipite la chute de la Libye italienne, puis du sud de l'Italie. La **guerre du Pacifique**, en 1943, marque une progressive mais nette prise de contrôle américaine face au Japon ; la même année, le **débarquement de Provence** constitue le début de la rétrocession allemande. Les avancées soviétiques sur le front de l'Est, ininterrompues depuis la victoire de **Stalingrad** (février 1943), permettent de prendre en tenaille le *Reich* une fois accompli le **débarquement de Normandie** (6 juin 1944).

La fin de la guerre laisse de larges parties du monde dans un état de dévastation absolue. Le traumatisme est d'une intensité inédite et jamais atteinte depuis. Le bilan de **75 millions de morts** est synonyme de villes quasiment rayées de la carte : Stalingrad, Dantzig, Dresde, Berlin, Hiroshima, Nagasaki, Le Havre, Hambourg, Manille. Outre ces ruines matérielles, il faut également reconstruire politiquement, une fois disparus les vastes ensembles japonais et allemand qui ont phagocyté de nombreux États.

b. La paix ne peut plus se penser qu'à l'échelle mondiale

Les puissances alliées qui sortent victorieuses de la Seconde Guerre mondiale (URSS, États-Unis et Royaume-Uni) ont des intérêts divergents à partir de décembre 1943, date à laquelle la défaite de l'Axe est officiellement acquise. Pour autant, la conscience que l'humanité est capable de sa propre destruction est partagée par tous, à la suite des deux **bombardements nucléaires sur la Japon** (6 et 9 août 1945) et de l'entreprise nazie d'extermination des Juifs d'Europe (la **Shoah**).

L'idée d'un ordre mondial garantissant la protection des sociétés civiles, la condamnation des crimes de masse, la prévention des génocides, trouve ainsi une nouvelle fortune. Le **procès de Nuremberg**, qui s'ouvre en 1945, constitue la première institution pénale

internationale : elle sanctionne les criminels de guerre nazis encore en vie, en les emprisonnant à perpétuité (Hess, Speer) ou les condamnant à mort (Göring, von Ribbentrop).

Le 26 septembre 1945, la **conférence de San Francisco** officialise la création de l'Organisation des Nations unies (ONU). Elle remplace la SDN, dissoute l'année suivante, et constitue une institution nettement plus puissante en raison des organes annexes qui gravitent autour d'elle : la **Banque mondiale**, le **Fonds monétaire international**, l'**UNESCO**, la **FAO**, l'**UNICEF**. À la différence de la Société des nations, l'ONU est dotée d'une force armée, les **Casques bleus**, qui sont constitués en forces spéciales et ayant légitimité à intervenir dans tous les théâtres de guerre (résolution 377, 1950).

Enfin, l'idée d'une **construction européenne** fait son chemin au sein des élites démocrates-chrétiennes du Vieux Continent : en 1946, une première conférence se tient discrètement entre Robert Schuman, Alcide de Gasperi et Konrad Adenauer, convaincus qu'une forme de fédération européenne est nécessaire pour éviter qu'un nouveau conflit mondial ne se déclare.

c. La puissance se pense cependant toujours à l'échelle des États

Les conférences de **Téhéran** (décembre 1943) et de **Yalta** (février 1945) font des vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale les arbitres du monde de l'immédiat après-guerre. Bien davantage que l'ONU, dont le conseil de sécurité consacre finalement un nouveau club restreint de grandes puissances, ce sont eux qui dessinent les nouvelles frontières du globe : quadripartition, puis bipartition de l'Allemagne, mise sous tutelle de l'Autriche et du Japon.

Les derniers mois de la Seconde Guerre mondiale, après que se retrouvent l'Armée rouge et l'*US Army* sur l'Elbe, sont par bien des aspects les premiers mois de la guerre froide. La rivalité larvée entre Soviétiques et Américains devient la nouvelle ligne de fracture du monde, à peine l'armistice signé ; l'ONU naissante, encore peu légitime et alors sous influence des Alliés, ne fait pas office de contrepoids suffisant.

Le principe même d'État-nation, tout autant que celui de souveraineté populaire, sont au fondement des cultures politiques des États sortis de la guerre. Entre réforme, refondation et reconstruction, les anciens belligérants aspirent tous à une forme de puissance nationale renouvelée. La position gaullienne en est très représentative : pour de Gaulle, la fabrique d'une France nouvelle, issue de la Résistance, est indissociable de son influence extérieure. La **conférence de Brazzaville**, convoquée en 1944, doit ainsi permettre de faire des colonies françaises d'Afrique occidentale (AOF) et d'Afrique équatoriale (AEF) des territoires à la fois émancipés tout en étant placés sous une tutelle française indirecte. Ce sont les débuts de la **Françafrique**.

Nullle autre moitié de siècle n'a connu de conflits aussi intenses à l'échelle planétaire que la première moitié du xx^e siècle : à deux reprises, la quasi-intégralité des États du globe ont mis leurs forces vives et les fruits du progrès technique au service de la guerre totale. Pour autant, cette période est aussi celle de la fabrique d'un système-monde : l'interdépendance économique et diplomatique des États s'affirme, si bien qu'au vieil idéal du « **concert des nations** », hérité du congrès de Vienne (1815), se greffe désormais celui de la **sécurité collective**.

L'ordre mondial des années 1920 fut fait de traités et d'accords conventionnels, mal connus de l'opinion publique ; il n'a pas résisté à la montée des périls de l'entre-deux-guerres. Cependant, par ses faiblesses tout autant que par les principes doctrinaux qui ont présidé à son élaboration, il a inspiré les organisations internationales qui ont légitimé le non-alignement jusqu'en 1991, puis façonné la multipolarisation de la toute fin du siècle.

Le cas de l'Allemagne entre 1918 et 1945

1 L'Allemagne de Weimar de 1918 à 1929

a. L'Allemagne au sortir de la Première Guerre mondiale

L'Allemagne ressort exsangue de la Première Guerre mondiale et comptabilise 2 millions de morts. À la suite de l'armistice du 11 novembre 1918, une brève révolution socialiste éclate et fait 20 000 morts. Cette période trouble s'est achevée avec une répression très forte contre les élans communistes, comme la révolte spartakiste à Berlin. Le 28 juin 1919, l'Allemagne signe sous la contrainte le traité de Versailles. Ce dernier, rédigé par les Alliés, place la responsabilité absolue de la guerre sur l'Allemagne. En réponse, l'Allemagne doit payer 132 milliards de marks de réparations. Le traité est ainsi vécu comme un véritable « diktat » par la population allemande.

b. La reconstruction de l'Allemagne dans un contexte instable

Les velléités révolutionnaires forment le terreau du nouveau modèle politique, dont le texte fondateur, la Constitution de 1919, est rédigé par une Assemblée constituante aux mains des socialistes. Elle instaure une République fédérale, composée de 17 *Länders* partiellement autonomes, placés sous l'autorité d'un exécutif fort autour du président du Reich, élu pour huit ans au suffrage universel direct et disposant d'une large gamme de pouvoirs (choix du chancelier, chef suprême des armées, dissolution du Reichstag, plein pouvoir en cas exceptionnel). Le pouvoir législatif, quant à lui, s'articule autour de deux assemblées : le *Reichstag* au niveau fédéral, et le *Reichstrat* pour les *Länders*. Un tel consensus reste fragile et en proie à une potentielle instabilité chronique. Jusqu'en 1923, une coalition de centre-gauche (SPD, Centre catholique, DDP) domine la vie politique. À droite, le spectre se subdivise entre les « populistes » et le parti national-allemand, auxquels s'ajoutent aux marges des groupuscules armés issus des « corps francs », d'anciens haut gradés de l'armée frustrés de perdre du pouvoir, ainsi que des formations extrémistes, à l'image du NSDAP d'Hitler. L'opposition de gauche subsiste également, à travers le Parti communiste bâti sur les cendres du mouvement spartakiste.

Mais le contexte dans lequel s'établit la République de Weimar reste complexe. Sur le plan monétaire, la crise économique généralisée et les effets de la guerre entraînent une hyperinflation entre 1920 et 1923. Les prix explosent : un mark-or vaut 46 marks-papier en janvier 1922 et 1 trillion en décembre 1923. Sur le plan social, les inégalités s'accroissent et érosion du pouvoir d'achat et chômage deviennent les fardeaux de la classe ouvrière. Sur le plan politique enfin, le spectre menaçant du chaos gagne la société allemande. Des organisations secrètes nostalgiques de l'ordre impérial sont fondées, des attentats ciblés sur des membres du gouvernement entraînent la mort de centaines de responsables politiques, et la défiance ne cesse de se généraliser. À cela s'ajoutent des tentatives de coups de force, tenues en échec certes, mais réelles, à l'instar de celles de Wolfgang Kapp, fondateur de la Ligue nationale, ou celle d'Hitler qui échoue, les 8 et 9 novembre 1923, lors du « putsch

de la brasserie ». Seule l'accession de Gustav Stresemann au poste de chancelier en 1923 permettra de rétablir un semblant d'ordre.

c. Une relative stabilisation au milieu des années 1920

La légitimation progressive du régime en place, couplée à une prospérité économique retrouvée, permet une stabilisation nouvelle et un retour à l'ordre. L'assouplissement des relations avec le voisin français et l'aide financière apportés par les Anglo-saxons offrent de nouvelles opportunités. Stresemann mène une politique déflationniste (restriction du crédit, économies, hausse des impôts) et parvient à un équilibre économique enfin fiable. L'économie allemande retrouve ses couleurs, notamment grâce aux capitaux américains et à une industrie qui voit la concentration s'accélérer aux dépens des *Konzerne* qui disparaissent (intégrés dans des banques). La sphère politique voit poindre une accalmie bienvenue, conséquence directe de l'euphorie économique et du retour à la paix sociale. Les élections de 1925 confirment le virage à droite qui voit le maréchal Hindenburg occuper le poste suprême.

2 La montée du nazisme et la marche à la guerre (1930-1939)

a. Un contexte politique et économique très fragile

La crise de 1929 marque un coup d'arrêt dans la relative bonne santé économique et politique du pays. L'endettement extérieur contracté dans les années 1920 (6,5 milliards de dollars) rend l'économie très fragile et la dépendance aux investissements américains devient fatale quand les États-Unis entrent dans une crise profonde. Mais la crise outre-Atlantique est également à l'origine d'un recul des échanges internationaux (baisse de 52 % en valeur de 1929 à 1932). Toutes les initiatives politiques pour enrayer la crise se soldent par de cuisants échecs, à l'image de la sévère déflation engagée par le gouvernement Brüning qui se révèle trop lourde à supporter pour les populations ouvrières et classes moyennes. En définitive, le délitement du climat économique a de terribles conséquences sociales : une hausse exponentielle du nombre de chômeurs entre 1928 et 1932 (de 600 000 à 6 millions) et une réduction drastique des salaires.

Sur le plan politique, le régime est à l'agonie. L'influence grandissante du NSDAP devient une menace concrète, manifestement désireuse de mettre à mal la République. En 1925, dès la fin de la peine qu'il purge pour sa tentative de putsch, Hitler réorganise son parti, crée sa milice (SS) pour rééquilibrer avec les SA dont il commence à se méfier, du fait de leur pouvoir croissant. Il s'entoure de Joseph Goebbels (responsable de la propagande), d'Hermann Goering (« as » de l'aviation allemande pendant la guerre), d'Heinrich Himmler (à la tête des SS en 1929). Si le parti est marginal jusqu'en 1929, il devient une grande force politique en profitant de la crise. En septembre 1930, ils obtiennent 6,5 millions de voix et, dans un contexte de paralysie du système, Hitler obtient par la suite la dissolution du *Reichstag*. Les élections de juillet 1932 donnent à son parti 14 millions de voix et 230 sièges.

b. La montée du nazisme menée par Adolf Hitler

Adolf Hitler cherche à mettre en place l'idéologie nazie. Le chef du NSDAP s'inspire de la pensée darwinienne qui conçoit la vie comme une lutte éternelle entre un plus fort et un

plus faible avec une perspective de hiérarchisation des races. Ainsi, il place au sommet de sa « pyramide des races » les Aryens, tandis que les populations Slaves, noires et surtout juives sont jugées inférieures. L'antisémitisme est ainsi au cœur du nazisme. Il provient à la fois de l'antijudaïsme traditionnel conjugué à une haine du capitalisme financier assimilé arbitrairement aux Juifs. Enfin, il possède une vision spécifique de l'État : conquérant et pangermaniste, en quête d'extension de son *Lebensraum* (« espace vital »). L'Allemagne réunit ainsi les caractéristiques d'un régime totalitaire : un chef unique (Adolf Hitler), un seul parti (le NSDAP), la propagande (orchestrée par Goebbels), une police politique (la gestapo), la fin des libertés fondamentales et le culte de la personnalité instauré par Hitler.

c. L'instauration de la dictature et la marche à la guerre

Bien que les nazis soient minoritaires aux élections, Hitler préside le gouvernement constitué le 30 janvier 1933. Il liquide progressivement l'opposition communiste, la déclarant hors-la-loi après l'incendie du *Reichstag*. Le 14 juillet 1933, le NSDAP est proclamé parti unique, tandis que l'opposition est farouchement traquée. Enfin, à la mort du maréchal Hindenburg le 2 août 1934, les fonctions de président du Reich et de chancelier fusionnent, au profit d'Adolf Hitler.

Progressivement, l'Allemagne nazie entame sa stratégie du « grignotage ». La pression allemande sur l'Autriche en mars 1938 gagne en intensité jusqu'à l'occupation militaire du pays. Le 12 mars, l'*Anschluss* est ratifié à 97 % par les populations des deux pays, alors que les contestations internationales sont très faibles. Hitler se tourne alors vers la Tchécoslovaquie en revendiquant les Sudètes, un territoire de 3 millions d'habitants de culture « allemande ». Face à des réponses internationales très limitées, il réaffirme sa position et, à la suite de la conférence de Munich en septembre 1938, l'Allemagne obtient tous les territoires revendiqués et s'engage à garantir les nouvelles frontières tchécoslovaques. Les tensions s'accroissent face à la volonté nazie de conquérir l'entière Tchécoslovaquie. Le *Führer* revendique en octobre 1938 le retour de la ville de Danzig à l'Allemagne. Stratégiquement, il renforce ses liens avec l'Italie de Mussolini (« Pacte d'acier » en mai 1939) puis avec l'URSS (pacte germano-soviétique) en août 1939. Le 1^{er} septembre 1939, les troupes allemandes pénètrent en Pologne. Puis le 3 septembre, France et Grande-Bretagne déclarent la guerre à l'Allemagne.

3 L'Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale

a. Les conquêtes hitlériennes jusqu'en 1941

Dès octobre 1939, la Pologne centrale et méridionale est sous contrôle allemand. Le 10 mai 1940, l'Allemagne nazie parvient à envahir l'Europe de l'Ouest en passant par le Luxembourg, les Pays-Bas et la Belgique. Le 22 juin 1940, la France signe un traité d'armistice avec l'Allemagne et divise la France en deux. Au Nord, la France est placée sous occupation militaire (zone dite occupée), tandis qu'au Sud, le gouvernement collaborationniste du Maréchal Philippe Pétain gère la zone libre. En mars 1941, l'Allemagne soutient l'Italie en envahissant la Yougoslavie et la Grèce et en combattant la Grande-Bretagne en Libye et en Égypte. En juin 1941, l'Allemagne lance l'opération Barbarossa en envahissant l'URSS. Enfin, de juillet à décembre 1941, elle conquiert les États baltes ainsi que la Biélorussie et une grande partie de l'Ukraine.

b. Le basculement de la guerre à partir de 1942

À partir de l'été 1942, l'Allemagne atteint son expansion maximale, s'étendant de Stalingrad en URSS au centre du Caucase en passant par El Alamein en Égypte. Le grand tournant de la guerre a lieu à l'occasion de la bataille de Stalingrad de septembre 1942 à février 1943. L'affrontement est extrêmement sanglant – elle a coûté à l'Axe 500 000 hommes – et les troupes allemandes finissent par capituler. Le prestige de l'armée allemande est grandement affecté, redonnant espoir aux troupes alliées. La bataille de Bir Hakeim au milieu du désert de Libye, de mai à juin 1942, constitue le tournant des affrontements en Afrique du Nord. À la suite des débarquements alliés en Sicile en juillet 1943, en Normandie le 6 juin 1944 (opération *Overlord*) et le 15 août en Provence, l'Allemagne nazie perd en grande partie le contrôle de territoire essentiel, notamment français. À l'Est, l'URSS entame avec succès sa marche vers l'Ouest, malgré la puissante réponse allemande lors de la bataille du « cercle de feu » à Koursk. Ainsi, en janvier 1945, l'armée rouge est à 70 kilomètres de Berlin. Les dernières offensives hitlériennes, notamment dans les Ardennes, sont des échecs. L'Allemagne est contrainte de signer la capitulation sans condition le 8 mai 1945.

c. Le processus génocidaire nazi

La Seconde Guerre mondiale est marquée par le génocide orchestré par l'Allemagne nazie à l'encontre des Juifs, des Tziganes, des homosexuels et des handicapés. Les Nazis ont mis en place des camps de concentration et d'extermination dans le cadre de la « solution finale », le plus important étant celui d'Auschwitz-Birkenau. À l'issue de la guerre, 6 millions de Juifs ont été tués dans des conditions épouvantables (chambres à gaz, fusillades massives, travail forcé...).

d. Le bilan pour l'Allemagne

L'Allemagne ressort de la guerre vaincue et fortement endommagée. Les grandes villes comme Dresde sont ravagées par les bombardements, les infrastructures industrielles sont en partie détruites. En tout, 4,9 millions d'Allemands sont morts durant la Seconde Guerre mondiale. Enfin, le pays est divisé en quatre zones d'occupation : une soviétique à l'Est, une britannique, une américaine et une française à l'Ouest. L'occupation prend fin en 1949 avec la création de deux États allemands : la RFA et la RDA.